

« C'est une vraie tempête aux effets imprévisibles »

LEWIS LAPHAM, intellectuel américain

DIRECTEUR du grand journal littéraire « Harper's Magazine » et intellectuel respecté, Lewis Lapham vient de publier « L'Amérique bâillonnée » (Ed. Saint-Simon).

Le scandale des prisonniers irakiens torturés menace-t-il George Bush ?

■ **Lewis Lapham.** Oui. C'est une vraie tempête sur la Maison-Blanche, aux effets imprévisibles. Bush mène sa campagne présidentielle sur le thème de l'Irak et de sa capacité à conduire la guerre. Cette affaire révèle son incompetence. Si on ajoute à cela les armes de destruction massive introuvables, les erreurs de planification quant au volume des troupes envoyées là-bas, les incidents à Fallouja, la poursuite des massacres à Bagdad, le nombre croissant de victimes... Tout cela finira peut-être par balayer l'équipe Bush.

Qui est « le » responsable de ces tortures ?

En Europe, Donald Rumsfeld serait obligé de démissionner. En Amérique, les choses ne marchent pas comme cela. Il est peu probable qu'il s'en aille. Il tentera de traverser l'ouragan avec son arrogance habituelle. C'est valable pour toute l'administra-

tion, les Dick Cheney, Condoleezza Rice (NDLR : respectivement vice-président et conseillère à la sécurité nationale) : tous refusent d'assumer leurs erreurs.

Les néoconservateurs sont-ils toujours aussi influents ?

Oui. L'équipe Bush n'écoute personne d'autre. Sur le plan idéologique, on pourrait la comparer aux marxistes : ils croient en ce qu'ils peuvent prouver, et veulent prouver ce en quoi ils croient. Ainsi restent-ils convaincus qu'au bout du compte un Moyen-Orient démocratique va émerger, que l'édification de la démocratie en Irak sera un modèle pour l'Iran, la Syrie et d'autres. C'est absurde.

« De petites armées de mercenaires... »

Les Américains le croient-ils ?

L'opinion veut pouvoir se fier à son gouvernement. A moins d'y être presque forcée, comme à l'époque du Vietnam, elle ne réagit pas. D'autant que les grandes chaînes de télévision prennent soin de ne pas montrer des soldats américains morts. Si elles n'ont pas pu éviter les images

des sévices, c'est parce qu'elles avaient déjà fait le tour du monde. Il n'y a pas de vrais reportages sur les combats à Fallouja ou à Bagdad. Ceux qui y vont sont assistés par l'armée. Les informations proviennent des briefings militaires. Tout se passe comme si les grands médias faisaient partie du gouvernement.

Les images des sévices vous ont-elles choqué ?

Evidemment. Comment a-t-on pu en arriver là ? Ces prisons étaient sous l'autorité de civils, ce qui révèle un autre problème grave : les forces d'occupation comprennent plus de 20 000 agents de sécurité qui viennent du civil. En clair, on a délégué à des films privées, véritables petites armées de mercenaires, des tâches militaires : quelle faute ! Et puis il faut évoquer cette perte de sensibilité chez trop d'Américains due à l'ivresse d'une culture de violence charriée par tant de films montrant des horreurs infligées aux êtres humains. Tout finit par prendre un aspect insupportable.

L'Irak sera-t-il un enjeu majeur de la présidentielle ?

Désormais, oui. Avant, j'aurais d'abord parlé de l'économie, des

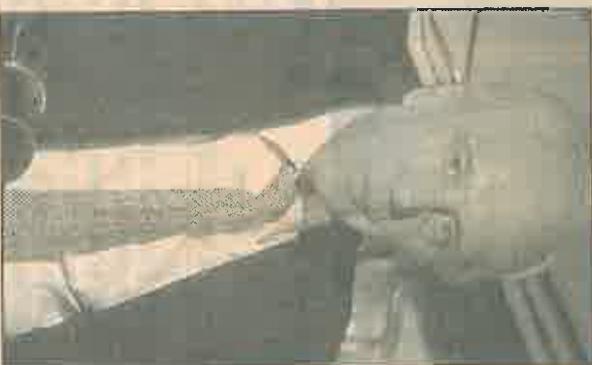
créations d'emplois, des questions de santé publique. Mais avec le scandale des prisonniers, l'Irak s'impose dans le débat.

John Kerry a-t-il ses chances ?

L'image que Bush donne de lui-même à la télévision — où tout se joue — est plus forte. Il ne répond pas aux questions, et dégage une telle confiance en lui-même, une telle certitude d'agir pour le bien. Il délivre un message et un seul. Kerry, lui, réfléchit, envisage les problèmes sous plusieurs aspects. C'est une erreur à la télévision. C'est son côté européen. Cela cadre mal avec l'image d'un homme résolu.

La démocratie américaine est, dites-vous, malade...

Nous sommes en train de perdre la pratique et l'idée même de démocratie. Depuis que les républicains contrôlent la Maison-Blanche et le Congrès, les lois (baisses d'impôts, dépenses militaires) sont votées sans vrai débat. L'antimétrie entre la majorité républicaine et la minorité démocratique est plus forte que jamais. Pire : trop de démocrates sont, eux aussi, guidés par des intérêts financiers. La démocratie dépend aussi



PARIS, HIER. Lewis Lapham. (1P/OLIVIER CORSANI.)

du niveau d'éducation. Or ce dernier est en chute libre tant les écoles sont médiocres. Les disparités sociales s'accroissent. C'est le règne de l'oligarchie. Oui, je crains que la démocratie américaine ne survive pas.

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI VERNET ET JULIE HIER

MARDI 11 MAI 2004

Le Parisien